



# IMAGINE DEMAIN

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GENERALE

LUNDI 26 MAI 2020

N° 0012

300 FCFA



## «Coronavirus: dix leçons à tirer pour un nouvel ordre mondial». La tribune de Robert Dussey, chef de la diplomatie togolaise

Professeur de philosophie, le Ministre des Affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'étranger, publie jeudi 14 mai, une tribune dans le quotidien français « L'opinion », sur la crise du coronavirus. La tribune de Robert Dussey.

PAGES 8-9

### ÉCONOMIE

#### Des précisions de la BCEAO sur le report des échéances des prêts

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a pris une batterie de mesures en vue d'atténuer l'impact de la pandémie du Covid-19 sur les secteurs bancaires et de la microfinance ainsi que sur le financement de l'activité économique ...

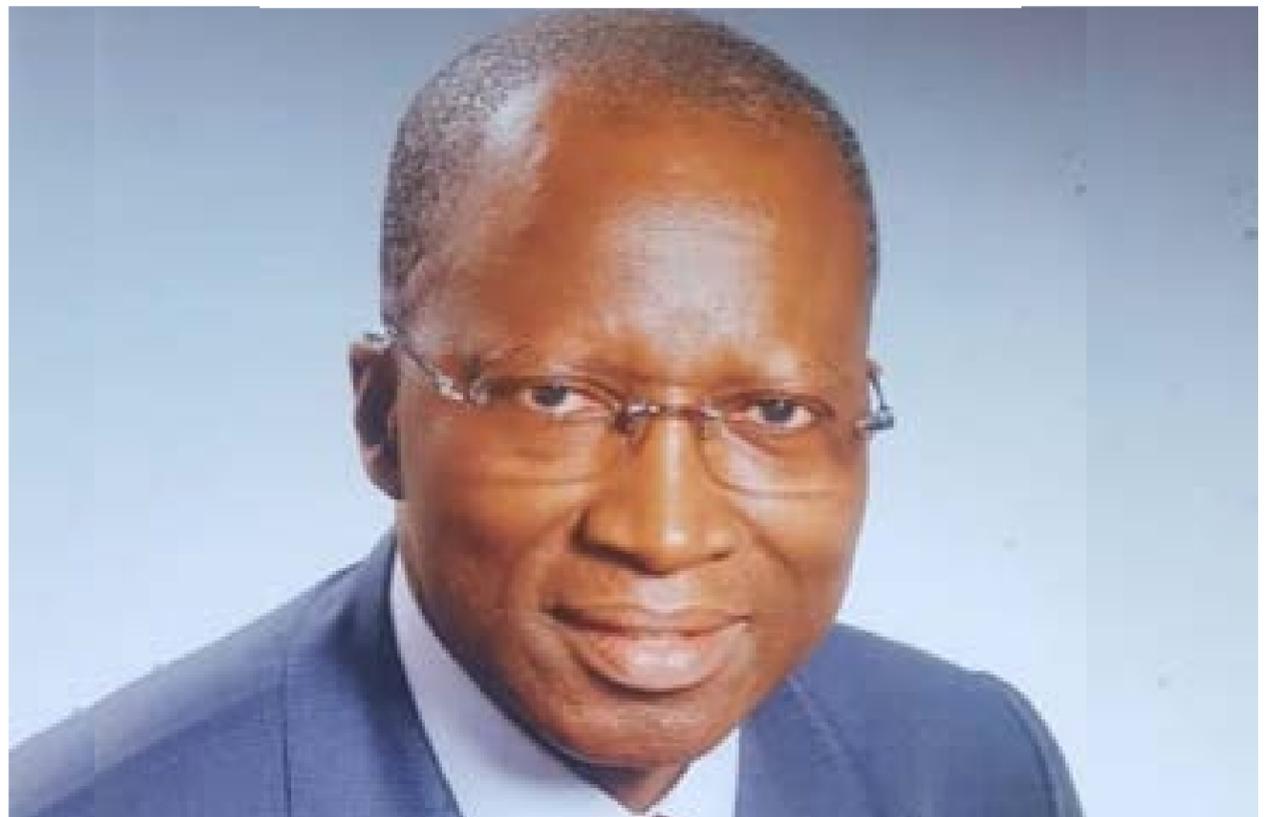
PAGE 2

### IDEES

#### « Une crise révélatrice de la résilience de l'Afrique ? » par Patrice Anato et Pierre-Samuel Guedj

Patrice Anato, député de La République en Marche (LREM, au pouvoir en France) de Seine-Saint-Denis (nord-est de Paris), originaire du Togo et Pierre-Samuel Guedj, président d'Affectio Mutandi & Africa ...

PAGE 9



## Charles René M'Ba : « Edem Kodjo était un humaniste chrétien, bienveillant et cependant lucide et réaliste ».

### Interview exclusive de l'ancien Ministre gabonais délégué aux finances.

PAGE 5

### SOCIETE

#### 3 questions à Marthe FARE, Coordinatrice du « Collectif Non c'est Non »



Le « Collectif Non c'est Non » est mobilisé pour dénoncer et combattre les violences sexuelles et sexistes dont sont victimes les femmes au Togo. Il regroupe des personnes et des associations comme le Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo (CACIT), ...

PAGE 3

### INITIATIVES

#### Des dizaines de milliers de masques en tissu fabriqués à Cacaveli et distribués gracieusement

##### Reportage



PAGE 10

## Économie : Des précisions de la BCEAO sur le report des échéances des prêts

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a pris une batterie de mesures en vue d'atténuer l'impact de la pandémie du Covid-19 sur les secteurs bancaires et de la microfinance ainsi que sur le financement de l'activité économique dans les États membres de l'UEMOA. L'une de ces mesures porte sur l'accompagnement des entreprises et des particuliers en difficulté pour rembourser leurs crédits en raison de la crise sanitaire.

La Banque centrale avait invité les banques et les systèmes financiers décentralisés à accorder aux entreprises et aux particuliers affectés par les effets de la pandémie et qui le sollicitent, un report d'échéances sur leurs prêts, pour une période de 3 mois renouvelables une fois,

sans charges d'intérêts, ni frais, ni pénalités de retard. En contrepartie, elle autorise les banques et les systèmes financiers décentralisés à traiter les prêts concernés comme des créances saines.

À travers une note rendue publique le 18 mai, la Direction Nationale pour le Togo de la BCEAO apporte plus de précisions sur la mise en œuvre de cette mesure, les avantages pour les entreprises et particuliers concernés ainsi que pour les banques et les systèmes financiers décentralisés.

Illustration du report d'échéances des créances  
Dans le cadre de l'illustration, la BCEAO prend l'exemple d'un prêt, amortissable mensuellement, accordé à une entreprise par une

banque, pour un montant de 10,0 millions de francs CFA à 10% sur 12 mois, à compter du 1er janvier 2020. La note précise qu'« au cours des quatre premiers mois, l'activité s'est normalement bien déroulée et l'entreprise a honoré régulièrement ses engagements vis-à-vis de sa banque en payant à la fin de chaque mois le montant de l'échéance qui s'élève à 991 715 francs CFA ».

« Du fait des effets de la pandémie du COVID-19, l'entreprise rencontre des difficultés pour rembourser le montant de l'échéance du 31 mai 2020. A cet effet, elle sollicite sa banque et obtient un report d'échéance de trois mois, dans le cadre du Dispositif Covid-19 mis en place par la Banque Centrale. En conséquence, cette entreprise ne paiera pas les 991.715 francs CFA

correspondant au montant de l'échéance du 31 mai 2020. En revanche, elle reprendra le paiement de ce montant à partir du 31 août 2020, et ceci jusqu'au 31 mars 2021, au lieu de 31 décembre 2020 », a expliqué la Banque centrale.

Le « report d'échéance », dans le contexte du Dispositif Covid-19 mis en place se fait donc « sans charges d'intérêt ni autres frais ni pénalités de retard », et « le tableau d'amortissement initial est juste translaté ou décalé de trois mois ».

Quelques avantages  
Pour les entreprises et particuliers affectés par les effets de COVID-19, ce Dispositif Covid-19 de la BCEAO, cette possibilité de bénéficier des reports d'échéance leur permet de se soulager des charges d'intérêt pendant cette

période de la pandémie de Covid-19, mais aussi de préserver la qualité de leur signature et, par conséquent, de maintenir leur accessibilité aux financements, souligne la note.

Ces mesures permettent aussi de réduire, voire d'atténuer les effets négatifs de la pandémie sur les résultats des banques et des systèmes financiers décentralisés.

Un autre avantage pour les SFD, informe la note, est que ces derniers, peuvent solliciter un report d'échéances sur leurs créances auprès de leurs banques, pour une période de 3 mois, renouvelables une fois, sans charge d'intérêt, ni frais, ni pénalité de retard afin de soulager leur trésorerie.

A.K



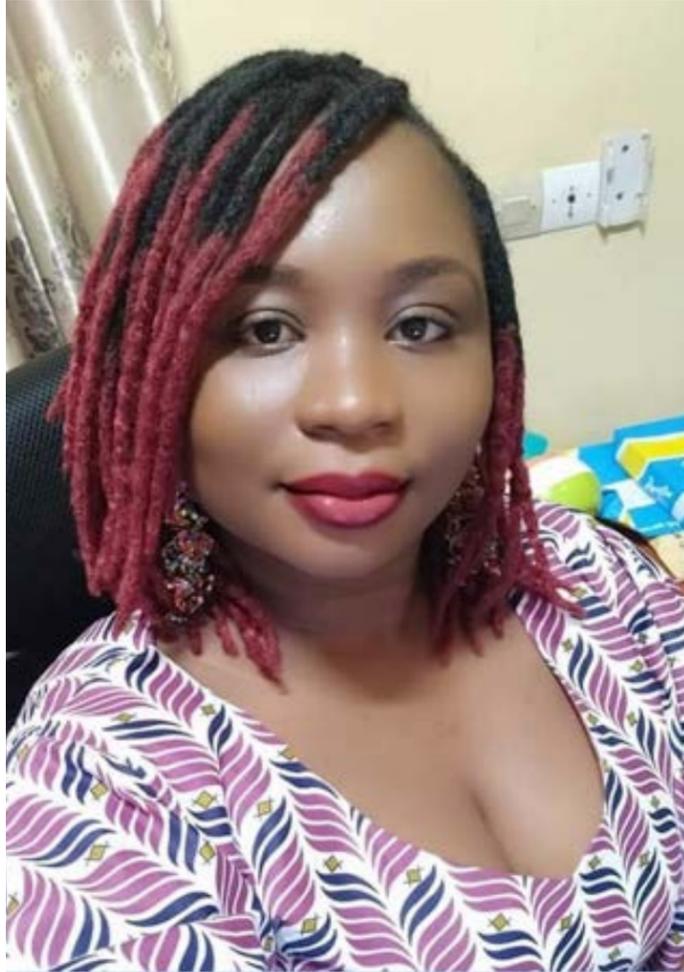
# KFB Group

KNOWLEDGE FARMING BUSINESS

### 3 questions à Marthe FARE, Coordinatrice du « Collectif Non c'est Non ».

Le « Collectif Non c'est Non » est mobilisé pour dénoncer et combattre les violences sexuelles et sexistes dont sont victimes les femmes au Togo. Il regroupe des personnes et des associations comme le Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo (CACIT), les associations Alere Yike, Girl's Motion, le Groupe de Réflexion et d'Action Femme, Démocratie et Développement (GF2D), les Guides et SCOUTS du Togo et d'autres.

Marthe Fare, écrivaine et coordinatrice du « Collectif Non c'est Non » sonne l'alerte contre toute banalisation des questions de viol et de violences sexuelles. Interview.



Marthe Fare

#### Pourquoi avez-vous créé ce collectif ?

Le collectif a été créé fin 2018 à la suite d'une histoire retentissante qui était le viol d'une jeune demoiselle par un certain Monsieur Donald Sodji. Nous avons mis sur pied le collectif parce qu'il était important de lutter contre les violences sexuelles et sexistes dans la communauté togolaise. À l'époque, nous avons remarqué sur les réseaux sociaux qu'il y avait plus d'incrimination de la victime et qu'il n'y avait pas assez de condamnation de l'acte qu'avait commis le Monsieur. Les gens se demandaient « que faisait-elle chez le monsieur ? », « c'est une fille frivole ». Bref les gens passaient leur temps à justifier le viol au lieu de condamner l'acte de viol en lui-même. Cette autre facette de notre société nous avait fait peur et en même temps, nous nous sommes interrogés sur

la culture du viol dans notre société. Comment les gens abordent-ils la question du viol ? Spontanément, nous avons décidé de créer le collectif « non c'est non », un collectif intemporel de sensibilisation qui va nous permettre de lutter contre le viol dans la société togolaise.

#### La campagne « Non c'est non » est l'une des initiatives du collectif. Comment se déroule-t-elle ?

Nous avons lancé la campagne « Non c'est non », pour sensibiliser contre le viol et les violences sexuelles dans la société. L'objectif de cette campagne est d'ouvrir les yeux des gens sur les questions des violences conjugales. Depuis que nous avons lancé la campagne, ça a suscité des débats sur les violences conjugales, l'habillement des personnes qui sont violées bref cela a éveillé des consciences sur des thématiques tout aussi polémiques

parfois. Mais nous les portons et les assumons parce que oui, nous créons la polémique. Mais au même moment, en créant la polémique, nous corrigeons, nous amenons les gens à comprendre les problèmes qui existent quand aux violences sexuelles et sexistes. La campagne se déroule très bien. Nous avons une trentaine de personnalités qui se sont jointes à la campagne et qui prêtent leur image pour sensibiliser contre les violences sexuelles. Vous allez les remarquer sur les réseaux sociaux, facebook, twitter et instagram. Les personnalités, sur leurs propres comptes, se relaient au jour le jour pour passer des messages de sensibilisation contre le viol à travers des thèmes comme le consentement, la culture du viol, l'accompagnement des victimes etc.

#### Vous avez beaucoup

réagi, la semaine passée, suite à la libération provisoire pour cause de maladie, d'Amoussou Midodji alias Papsou Moutité. Cet artiste de la chanson de renom, est accusé de viol et violences aggravées. Avez-vous le sentiment qu'à travers cette libération, il y aurait une forme d'injustice dans cette affaire ?

Nous avons eu l'occasion de rencontrer environ 7 victimes avec qui nous avons échangé. Elles nous ont parlé un peu de ce qu'elles ont subi avec le Monsieur. Nous nous sommes saisis de l'affaire, vu le statut de l'auteur de ces actes et vu qui il s'était s'autoproclamé être. A part la victime qui a spontanément porté elle-même plainte, nous avons aidé certaines des autres victimes à faire pareil. Ce qui avait amené à l'arrestation du monsieur qui a été mis en détention préventive. Mais force

est de constater qu'il est dehors depuis quelques jours. Nous n'avons pas du tout compris le pourquoi. En tant que collectif, nous sommes très consternés parce qu'une personne comme celle là ne peut pas recouvrer la liberté alors qu'elle est accusée des questions aussi graves. Pour nous ça rentre dans la banalisation des questions de viol et de violences sexuelles et nous avons peur qu'il y ait de l'impunité dans une situation comme celle là. C'est pour cette raison que nous montons au créneau. Pour nous, il est très important que cette affaire soit jugée et qu'elle soit jugée jusqu'au bout. Sinon ce sera un signal donné à d'autres violeurs comme pour violer impunément dans la société togolaise et que la justice ne fera rien parce qu'elle est du côté du violeur et non du côté des victimes.

Propos recueillis par Joseph MB

**DP**  
**DirectPrint**  
 Imprimerie offset & numérique  
 Tél: 90 89 10 09

## Mort par balles d'un jeune à Avédji: « Ce grave incident ne restera pas impuni », promet le Ministre Yark

**Abattu par un policier, la mort de Mohamed a suscité la désolation au sein de la population et la réaction du ministre de la sécurité et de la protection civile.**

La scène s'est déroulée jeudi 21 mai, aux environs de 12 heures au carrefour Sun City à Avédji, banlieue de Lomé. D'après les témoignages recueillis sur les lieux du drame, (banlieue de Lomé), le jeune homme Mohamed, laveur de véhicules, roulait à bord d'une voiture qu'il apportait à son propriétaire. Deux militaires à moto se sont lancés à sa poursuite et ont réussi à l'interpeller. Ils l'accusent d'excès de

vitesse et d'avoir failli les cogner. Fait dont l'automobiliste ne reconnaît pas le tort.

L'altercation entre ce dernier et les deux agents des forces de l'ordre togolaises finit par tourner au vinaigre.

Face au refus du jeune homme de fournir les pièces et de rendre les clés de la voiture, un des agents sort un couteau pour le menacer d'obtempérer.

Selon d'autres sources, le jeune homme qui refusait toujours de se plier au contrôle des soldats a fini par retirer le couteau des mains de l'agent. Il aurait alors tenté de poignarder les deux militaires.

C'est alors qu'un agent de la Brigade Anti Criminelle (BAC) en service dans les environs a ouvert le feu sur le laveur de voitures qui a été mortellement atteint.

À en croire les témoins de la scène, la victime a été abattu sous les yeux de son enfant âgé de trois ans qui était dans la voiture.

Cet incident a suscité la révolte des jeunes du quartier, qui ont manifesté contre les agents des forces de l'ordre. Il a fallu des tirs de gaz lacrymogène pour calmer la foule.

À travers son communiqué, lu dans le journal de 20 h sur la Télévision Togolaise, le Ministre de la Sécurité

et de la Protection Civile, le Général de Brigade Yark Damehane a précisé que « les circonstances de ce drame sont toujours pour le moment inexplicables ».

Il a rassuré qu'une enquête est immédiatement ouverte pour faire la lumière sur les faits afin de situer les responsabilités. « Ce grave incident ne restera pas impuni », a déclaré le Général Yark.

**A.K**

**ISUZU**  
Avec vous, pour le long terme!

UNE TECHNOLOGIE  
SUPERIEURE,  
UN CONFORT  
INCOMPARABLE

**ISUZU**  
MU-X

**mu-x** La Touche du Style...

# Charles René M'Ba : « Edem Kodjo était un humaniste chrétien, bienveillant et cependant lucide et réaliste ».

## Interview exclusive de l'ancien Ministre gabonais délégué aux finances.



Charles René M'Ba

Charles René M'Ba, a été Ministre délégué aux Finances de 2006 à 2009 après avoir intégré l'Administration gabonaise en 2005 en tant que Directeur Général des marchés publics. Il siège au Sénat de 2010 à 2015.

Diplômé en économie, Expert comptable, il fait essentiellement carrière pendant une vingtaine d'années chez ELF à Libreville puis à Paris (ELF puis Total) dans les services financiers, l'audit et la formation. Ancien Président de l'Institut Africain d'Informatique, M. Mba a également enseigné l'économie à Rennes, le management à l'Institut d'Economie et des Finances à Libreville, la comptabilité et l'audit à Paris.

Dans cette interview accordée à notre journal, Charles René M'Ba évoque notamment le bilan des 60 ans d'indépendance des pays africains, les impacts de la Covid-19, le moratoire sur la dette des pays africains, la vie politique au Gabon et la mort d'Edem Kodjo, ancien Premier Ministre togolais et Secrétaire Général de l'OUA avec qui il avait noué des relations fraternelles.

**En 2010, de nombreux intellectuels africains avaient présenté un bilan mitigé des cinquante ans d'indépendance des pays africains. Dix ans après, où en est-on avec cette émancipation ?**

Par définition, un bilan est toujours contrasté en ce qu'il est établi d'actifs et de passifs. L'objectif étant d'établir qu'il est bénéficiaire ou déficitaire, positif ou négatif. Il en sera de même de celui de ces soixante ans, et de mieux en mieux ! Il faut imaginer que le Gabon par exemple n'avait que soixante-dix étudiants dans les universités françaises en 1960, et onze seulement en faculté de médecine ! Nos pays sont, depuis soixante ans, des entités distinctes des tutelles colonisatrices ; ils s'auto administrent. Nous nous auto gouvernons, nous sommes souverains. Et cela, quelles que puissent être les conditions

déséquilibrées et aussi les contraintes inhérentes aux accords les consacrant. Il nous faut donc de la force pour bien considérer la sage recommandation selon laquelle un mauvais arrangement vaut toujours mieux qu'un bon procès.

Certains préfèrent s'appesantir sur le verre à moitié vide car il y a d'énormes insuffisances dans la promotion du progrès social promis par les indépendances dans nos pays. Les conditions de la gestion de la crise sanitaire actuelle peuvent l'illustrer avec éclat. Soixante années étaient pourtant suffisantes pour rendre disponibles des infrastructures, des équipements et des médicaments en rapport avec l'explosion démographique et l'urbanisation galopante d'une Afrique. Elles auraient dû voir la construction d'une solide recherche scientifique et médicale.

D'autres, observent le verre à moitié plein en constatant par exemple la réforme de la coopération monétaire entre l'UEMOA et la France ! En constatant le dynamisme et les progrès économiques réalisés par les pays africains. Avec un fort appui des nouvelles technologies et du numérique. En constatant également le progrès dans les processus électoraux auxquels s'astreignent 50% de nos pays avec des fortunes diverses. Au total, il nous faut reconnaître que la liberté, les libertés, parce que c'est de cela qu'il s'agit, sont toujours à conquérir.

**Doit-on entrevoir, comme le pensent certains Africains, que l'indépendance est inachevée et qu'il faut aller vers l'indépendance économique ?**

Oui, l'indépendance reste inachevée tant que des économies nationales fortes ne sont pas créées, consolidées et reconnues comme telles. L'illusion libérale et la mode du libéralisme nous ont fait perdre de vue qu'une économie se construit, et que c'est de la responsabilité de l'Etat. Nos pays, nos dirigeants tardent parfois à se convaincre de construire de toutes pièces des économies nationales. Oui, l'indépendance économique est une impérieuse, une ardente nécessité. Mais comment y arriver durablement si, par exemple, les marchés publics qui devraient constituer le levier de la construction de ces économies nationales échoient encore aussi largement aux sociétés étrangères et occidentales ? La souveraineté juridique, politique peut se décréter. La souveraineté réelle, elle, se construit méthodiquement, systématiquement par la maîtrise d'activités et de secteurs économiques stratégiques.

**L'émergence africaine à l'horizon 2030 est-elle possible ?**

Le monde entier présente l'Afrique comme le continent de l'avenir. Il n'y a qu'à considérer la convoitise qu'elle suscite ! C'est compréhensible car avec près de 700 millions

de jeunes de moins de 20 ans et de mieux en mieux formés, avec une jeunesse de plus en plus compétente, avec ses ressources minières, ses terres arables non cultivées (65 % du potentiel mondial), l'Afrique regorge d'atouts pour son indispensable industrialisation. Il faut que leur valorisation devienne une réalité généralisée pour que l'émergence soit autre chose qu'un slogan de campagne présidentielle dont la concrétisation est vite oubliée au profit de l'enrichissement personnel de quelques uns. L'émergence se prépare avec des infrastructures de communication, avec un système éducatif performant, avec des libertés publiques, avec un environnement des affaires stimulant et attractif. Il y a des progrès ici et là en Afrique, mais l'émergence ne se décrète ni ne se revendique. Elle se constate. Ma conviction reste d'ailleurs que, pour aller plus loin, les progrès demandent toujours à être stabilisés !

**Le soixantième anniversaire de l'indépendance du Togo, comme d'autres pays, intervient alors que le monde en général fait face à une crise sanitaire inédite. Les marges budgétaires des pays africains ne seront-elles pas durement impactées par la Covid-19 ?**

Je souhaite évidemment un bon anniversaire d'indépendance au peuple togolais. Cependant la grave et inédite crise sanitaire que connaît le monde n'a pas épargné le Togo qui doit y faire courageusement face pour protéger les populations et continuer de se construire. Les perspectives économiques mondiales sont clairement sombres. Les experts s'accordent pour prédire une récession rude. Avec l'effondrement des cours du brut, même les pays pétroliers ne sont pas épargnés ! Les grands pays annoncent déjà les efforts massifs qu'ils vont fournir pour reconstruire leurs appareils économiques. La Banque Centrale Européenne annonce l'injection de près de mille milliards d'euro dans les économies de l'Union, pas moins ! En Afrique, la croissance devrait être

divisée par deux et la dette de nos pays est désormais considérée comme insoutenable. Alors, oui les possibilités budgétaires devraient se contracter drastiquement et nécessiter que les priorités soient redéfinies pour au moins atténuer les effets négatifs de cette crise mondiale.

**Comment vous voyez l'après crise ?**

La Covid-19 a contraint l'économie mondiale à l'arrêt. Les conséquences pour les économies jeunes, fragiles, en cours de construction, en crise ou en sortie de crise seront d'autant plus rudes. Il faudra alors beaucoup d'énergie et de savoir faire pour en atténuer les effets sociaux du choc social. D'autant que la crise vient mettre en lumière l'incompétence de gouvernants submergés non seulement dans les aspects techniques de protection des populations et des personnels soignants, mais aussi sans les aspects du simple approvisionnement alimentaire des populations confinées. Dans

le même temps, des analystes rappellent que les sorties de grandes pandémies engendrent généralement une redistribution des centres de pouvoir dans le monde. C'est aussi ce que suggèrent tous les débats autour de la relocalisation d'activités stratégiques d'une production qui doit tenir compte des nouvelles menaces, biologiques par exemple. La crise de la Covid-19 a rappelé que la santé est un besoin fondamental et que l'autonomie sanitaire était une vraie garantie pour tous, aussi bien pour les citoyens condamnés aux structures locales de soins que pour les dirigeants empêchés d'évacuation sanitaire. Au delà de cet aspect anecdotique mais instructif, le sortie de crise m'apparaît comme une opportunité pour l'Afrique de penser de manière plus autonome son développement, celui au service primordial des besoins de ses populations. L'« après crise » devient une grande possibilité pour...

Suite à la page 6

**Suite de la page 5**

...l'Afrique de se construire non plus avec la contrainte du... rattrapage impossible des grandes nations, mais bien avec l'ambition d'intégrer dès à présent la nécessaire transition écologique, les nouvelles technologies et le numérique dans une compétition désormais rééquilibrée.

**Face à la crise, la réponse des grands créanciers à la demande des pays africains d'un moratoire sur la dette vous a-t-elle satisfait ?**

Le moratoire sur la dette des pays africains desserrera l'étau d'une dette insoutenable. Mais il ne s'agit concrètement que d'une libération d'une vingtaine de milliards pour un endettement global de 365 milliards de dollars dus pour une large part à la Chine ! C'est un geste positif, une bouffée d'oxygène qui ouvre quelques marges de manœuvre budgétaire. Clairement, il ne règle pas le problème du financement du développement, et encore moins celui de la gestion efficace de la dette pour le développement. Le temps de ce moratoire semble devoir être celui de la réflexion pour de vraies solutions. Elles pourraient passer par l'annulation. Il faut alors espérer que celle-ci emporte des conditions d'une meilleure gouvernance financière mais aussi d'un financement plus massif

d'économies nationales orientées prioritairement vers les besoins nationaux ou régionaux.

**L'ancien Premier Ministre togolais et Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) Edem Kodjo est décédé, samedi 11 avril à Paris des suites d'une longue maladie. Votre réaction à sa mort.**

L'annonce du décès du grand frère Edem Kodjo m'a plongé dans une immense tristesse. C'est une très grande peine de perdre un aîné ami, si exemplaire de bienveillance et d'attention. Le départ d'Edem Kodjo constitue une très grande perte pour les siens, pour son pays et pour l'Afrique.

**Quand et comment l'avez-vous connu ?**

D'abord de réputation en 1975, alors que j'entre à la faculté des Sciences économiques de Rennes. Il en est sorti lauréat une quinzaine d'années avant ! Il y a laissé la trace d'un étudiant exceptionnel. Ce qui a naturellement constitué une fierté et une référence pour les étudiants africains. De réputation encore avec la rencontre en 1978, à Addis Abeba, de Pierre ADOSSAMA, un ancien ministre togolais, dirigeant du BIT et qui avait été le maître d'école primaire d'Edem KODJO. Beaucoup plus tard, dès 1989/90, je le rencontre régulièrement à l'église

St Honoré d'Eylau à Paris. Je me suis naturellement présenté à lui et il m'a pris en sympathie comme pour de très nombreux autres jeunes cadres africains ; ses « jeunes frères » comme il aimait nous appeler. Il m'incitera un peu plus tard à écrire mon premier article dans sa revue de politique internationale « Afrique 2000 ». Tout cela produit une relation intellectuelle, affectueuse et aussi de compagnonnage car Edem Kodjo aime transmettre, instruire, éclairer. Celle-ci me conduira à plusieurs reprises à Lomé et notamment sous sa primature.

**Quel souvenir gardez-vous de lui ?**

Définitivement, le souvenir d'un charismatique homme d'Etat, toujours capable de se hisser au dessus de contingences et des sentiments personnels pour servir l'intérêt général. Il possédait une vision claire pour son pays et pour l'Afrique. Edem Kodjo était un humaniste chrétien, bienveillant et cependant lucide et réaliste. Je salue encore l'homme raffiné et de très grande culture, fier de la peinture togolaise et de peintres comme AHY, et la toile « L'amitié » qu'il m'offre! Edem Kodjo était un « Condorcet », un intellectuel en politique comme aurait dit Robert Badinter.

**Pour le gouvernement togolais avec la mort d'Edem**

**Kodjo « le Togo perd un de ses dignes fils, un grand commis de l'Etat dont l'engagement, la compétence et l'esprit d'initiative ont toujours guidé les actions au service de son pays et du continent africain ». Le président de la commission de l'Union Africaine, S.E.M. Moussa Faki a qualifié l'illustre disparu de grand panafricaniste, de brillant intellectuel africain, d'homme d'Etat distingué et de chevalier infatigable de la Paix. Que restera-t-il d'Edem Kodjo ?**

Une société, un pays et un continent d'avenir sont ceux qui savent reconnaître les mérites de leurs enfants, ceux qui savent se souvenir des plus illustres d'entre eux pour les constituer en références ou en repères pour les générations suivantes. Il restera donc d'Edem Kodjo ce que les dirigeants actuels du Togo, ceux de l'Union Africaine et nous tous, déciderons de faire de l'héritage qu'il nous lègue. Cet héritage est formidablement synthétisé avec justesse, par le Gouvernement togolais et le Président de la commission de l'Union Africaine. Personnellement, j'ai confiance !

**Selon le magazine Jeune Afrique, vous pourriez vous porter candidat à la prochaine élection présidentielle prévue en 2023. Comment envisagez-vous votre avenir politique ?**

2023 ? C'est à la fois très loin et très proche. Nous sommes toujours en 2020 et le Gabon reste plongé dans une crise postélectorale née de la confiscation du pouvoir politique par la force des armes en 2009 et plus fort encore, en 2016 ! La crise sanitaire actuelle met en lumière l'extrême défiance qui s'est installée entre les gouvernants et le peuple gabonais.

Vous parlez d'une élection présidentielle en 2023 ? Avec quel recensement ? Celui invraisemblable qui pourrait être modifié de n'importe où, par visioconférence ? Avec quelle liste électorale, quel code électoral, quelles institutions crédibles pour s'assurer de la crédibilité des résultats ? Au delà de la crise généralisée, nous avons besoin d'un cadre crédible afin que la volonté populaire des Gabonais soit à jamais respectée. Cela fait beaucoup de préalables à lever.

Pour ma part, c'est réconfortant de se savoir éventuellement attendu par l'opinion. Cependant, il faut avoir quelque chose à leur dire, dans cette Afrique placée entre l'Urgence et l'Essence, une vision à proposer, des défis à relever, des urgences à traiter, des priorités à satisfaire. Cela demande un travail sérieux que je considère comme un passage obligé. Il faut s'y astreindre avec application.

*Propos recueillis par Joseph Mensah-Boboe*

Nous sommes rentrés dans cette crise

**ENSEMBLE**

et nous en viendrons à bout

**ENSEMBLE**



republicoftogo.com



**FONDATION  
HUSSEIN METAIREK**

**FONDATION HUSSEIN METAIREK**

*Amour - Paix - Solidarité*

# Eid Mubarak



© RGraphik 2020



FONDATION HUSSEIN METAIREK

## «Coronavirus: dix leçons à tirer pour un nouvel ordre mondial». La tribune de Robert Dussey, chef de la diplomatie togolaise

Professeur de philosophie, le Ministre des Affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Togolais de l'extérieur, publie jeudi 14 mai, une tribune dans le quotidien français « L'opinion », sur la crise du coronavirus. La tribune de Robert Dussey.



Robert Dussey

Le coronavirus nous rappelle la triste et affligeante expérience humaine des pandémies. La peste d'Athènes, qui a retenu l'attention de Thucydide dans son livre « Histoire de la guerre de Péloponnèse », a fait des dizaines de milliers de morts dans la Grèce antique ; la peste Antoine ou peste galénique qui a frappé l'Empire romain sous le règne de Marc Aurèle et de Commode a fait des millions de morts ; la peste de Justinien ; la peste noire, la grande peste de Londres, les gripes espagnole, puis asiatique, de Hong Kong ont encore décimé l'humanité. Le Covid-19 entraîne, suivant les mots du sociologue allemand Ulrich Beck, un monde du risque. La riposte a mobilisé des moyens humains, logistiques, financiers, économiques et les solidarités nationales. Contre toute attente, l'on assiste au grand retour de l'Etat social avec des gouvernements qui ne manquent pas d'imagination en matière d'innovation sociale et de politiques publiques. La crise sanitaire a encore remis à l'ordre du jour la question du modèle de société. Elle nous oblige à une méditation non complaisante sur les socles motivationnels de nos choix économiques et politiques de développement. C'est une exhortation à aller vers un nouvel ordre mondial plus humaniste.

La force de l'histoire apprend à mieux voir. Friedrich Hegel dans son ouvrage « Leçons sur la philosophie de l'histoire » estime qu'« on recommande aux rois, aux hommes d'Etat, aux peuples de s'instruire principalement par l'expérience de l'histoire. Mais l'expérience et l'histoire nous enseignent que peuples et gouvernements n'ont rien appris de l'histoire, qu'ils n'ont jamais agi suivant les maximes qu'on aurait pu en tirer. »

Aldous Huxley reprend à son compte le diagnostic hégélien et affirme dans *Collected essays* que « le fait que les hommes tirent peu de profit des leçons de l'histoire est la leçon la plus importante que l'histoire nous enseigne ». Ces diagnostics sévères doivent cependant pousser notre monde à revoir son rapport à l'histoire puisque l'intelligence du passé est indispensable dans l'invention de l'avenir.

**« Les êtres raisonnables sont tous sujets de la loi selon laquelle chacun d'eux ne doit jamais se traiter comme moyens, mais toujours en même temps comme des fins en soi »**

**Première leçon.** Dès l'Antiquité, Protagoras affirmait que l'homme est la mesure de toutes choses, de celles qui sont et de celles qui ne sont pas. L'homme doit demeurer

la fin du développement. L'exhortation socratique « Connais-toi toi-même » gravée au fronton du temple de Delphes reste d'actualité et interpelle chaque personne humaine comme un impératif catégorique. Qui sommes-nous ? « Les êtres raisonnables sont tous sujets de la loi selon laquelle chacun d'eux ne doit jamais se traiter comme moyens, mais toujours en même temps comme des fins en soi », répond Emmanuel Kant. Le philosophe récuse l'aliénation de tout être humain « qui est supérieur à tout prix, « n'admet pas d'équivalent », « qui a une dignité ». Les êtres humains ont une valeur intrinsèque et absolue du seul fait qu'ils sont humains, selon Paul Ricœur. Le monde doit donc apprendre à replacer l'humain au centre de ses préoccupations en gardant constamment à l'esprit la primauté de l'humain sur toute autre considération, qu'elle soit économique, financière, politique ou géopolitique.

**Deuxième leçon.** Nous devons retenir que l'incertitude liée à l'avenir et au devenir historique des sociétés humaines est plus grande que la certitude liée au présent. En l'espace de quelques mois, notre monde de plus en plus sûr de lui-même, de ses avancées scientifiques et de leurs applications technologiques ainsi que de ses forces agissantes a repris conscience de son étonnante vulnérabilité. Il s'agit d'une vulnérabilité liée non seulement à la fragilité de l'expérience existentielle de l'homme mais aussi à la civilisation moderne aux prémices idéologiques très « discutables ». Nos sociétés, Etats ou continents n'ont pas la même résilience ni les mêmes moyens dans la lutte contre la pandémie.

**Troisième leçon.** Les inégalités sociales et mondiales constituent des dangers et des défis pour le monde. On peut, en des termes de l'économiste et philosophe Amartya Sen, se poser la question : « Inégalité de quoi ? » Mais ce qui est sûr, c'est que le monde est inégal aussi bien à l'échelle des pays qu'à

l'échelle mondiale et il y a ce que Joseph Stiglitz a appelé « le prix de l'inégalité ». Les citoyens et les Etats les moins nantis payent le prix des inégalités. Nous devons travailler à l'atténuation des inégalités à l'échelle du monde. Pour l'atténuation des inégalités à l'échelle des Etats, John Rawls préconise la redistribution des ressources en direction des citoyens les plus défavorisés. Amartya Sen juge utile le renforcement des « capacités » des agents en mettant, entre autres, l'accent sur l'importance de la santé, de l'éducation et des libertés positives. Les mesures nationales peuvent être soutenues et complétées à l'échelle mondiale par des mesures de politiques globales sous la bannière des Nations unies.

**« Notre monde est certainement malade d'une vision non suffisamment sociale, politique et écologique de l'économie »**

**Quatrième leçon.** Les modèles économiques doivent être en cohérence avec les valeurs de la société et du monde que nous voulons habiter. Notre monde est certainement malade d'une vision non suffisamment sociale, politique et écologique de l'économie. En sortant du contrôle social, ce que Karl Polanyi a appelé le « désencastrement » dans son livre de référence « La Grande Transformation », l'économie a certes gagné en liberté, mais elle joue moins aujourd'hui son rôle humain. Il nous faut une économie socialement et humainement responsable, ou mieux qui ne voit pas dans la société et le monde de simples instruments à son service. Nous ne pouvons plus continuer de faire la même chose dans un monde que nous voulons durable en regardant les chiffres de la croissance. Nous devons rompre avec une vision consummatrice de la société.

**Cinquième leçon.** L'homme, le social, l'économique et l'écologique sont intimement liés. Cette vérité est connue de tous et pourtant le monde peine à s'y plier. Si nous ne sortions pas

vite de la pandémie la crise économique qu'elle finira par infliger risque de mettre à l'épreuve la riposte contre le mal. Le changement climatique fait peser sur le monde une épée de Damoclès. L'opinion publique est largement convaincue que le Covid-19 est d'origine animale et environnementale. La santé et le climat font partie des premières préoccupations prioritaires de nos sociétés.

**Sixième leçon.** Nous avons l'obligation de nous réconcilier avec la nature et d'en respecter les grands équilibres. Disons crûment les choses : nous sommes actuellement dans une situation d'inconforts et d'auto-corruption avancée qu'il faut arrêter. L'abîme entre notre planète et l'humanité est saisissant. Nous avons dépassé les limites du raisonnable et il nous faut en toute lucidité changer de cap. Nous n'avons pas de choix à faire entre le suicide collectif et l'urgence de changer de perspectives, entre le biocide et la vie, le naufrage et un changement radical de notre rapport à la planète. Michel Serres dans son livre le « Contrat naturel » nous a appelés, il n'y a pas trop longtemps, à la pacification de la relation entre l'homme et la planète et à une réconciliation intracosmique en complément au contrat social de Jean-Jacques Rousseau qui est un contrat d'homme à homme.

**Septième leçon.** Les situations d'urgence sanitaire mondiale mettent à rude épreuve le corps médical, la recherche scientifique et pharmaceutique. Elles mettent à l'épreuve les méthodes classiques de validation des recherches dans le domaine médical. La patience scientifique est mise en difficulté dans une situation où il faut agir en urgence pour sauver des vies humaines ou les laisser périr faute de soins. C'est bien le fond de la polémique autour de l'usage de la chloroquine comme remède au coronavirus. Cette polémique resterait une querelle de famille entre chercheurs si nos sociétés

Suite à la page 9

n'étaient pas dans une situation d'urgence sanitaire où le temps de l'agir est un paramètre clé.

**« L'équilibre du monde peut finir par être mis à l'épreuve par l'expérience tragique que font les populations d'un quelconque coin de la terre »**

**Huitième leçon.** Il est vital pour le monde de renforcer l'éducation humaine dans un contexte de désinformation par les fake news. La

désinformation peut déconstruire et paralyser les stratégies nationales de lutte contre la pandémie. En développant chez le citoyen l'esprit critique et de discernement, l'éducation le prépare à s'orienter dans la pensée, le comportement, à résister aux fake news et à assumer les responsabilités de sa génération. Nous devons travailler à renforcer l'éducation éthique de l'humanité, à humaniser davantage l'homme. Notre monde, comme le dit Henri

Bergson, a besoin d'un « supplément d'âme » que l'éducation et l'éthique peuvent lui donner. L'exhortation de Silo à « humaniser la terre » reste d'actualité.

**Neuvième leçon.** L'équilibre du monde peut finir par être mis à l'épreuve par l'expérience tragique que font les populations d'un quelconque coin de la terre. En décembre 2019, le Covid-19 était l'affaire d'une ville chinoise. Il est

devenu en l'espace de quelques mois une question mondiale. L'heure est à une prise de conscience cosmopolitique, c'est-à-dire le fait de se sentir appartenir et habiter le même monde. Nous partageons un monde commun et les défis de la société internationale nous concernent tous. « Je suis l'homme et rien de ce qui est humain ne m'est étranger », disait le célèbre poète latin Térence dans son livre « Le Bourreau de soi-même ». **Dixième leçon.** Les risques

mondiaux nous obligent au renforcement de la coopération internationale. Devant les risques globaux qui concernent, à des degrés divers tous, nous n'avons le choix que de coopérer. Il ne s'agit pas de sous-estimer l'importance des solutions nationales aux risques globaux, mais ces dernières doivent être soutenues par une coopération internationale autour des intérêts bien compris de l'humanité et de la planète.

## « Une crise révélatrice de la résilience de l'Afrique ? » par Patrice Anato et Pierre-Samuel Guedj

**Patrice Anato, député de La République en Marche (LREM, au pouvoir en France) de Seine-Saint-Denis (nord-est de Paris), originaire du Togo et Pierre-Samuel Guedj, président d'Affectio Mutandi & Africa Mutandi, ont publié dans le journal « La tribune d'Afrique » du 22 mai, une tribune intitulée « une crise révélatrice de la résilience de l'Afrique ? » dont voici l'intégralité.**

Comment l'Afrique surmontera la crise sanitaire qui soulève tant de fortes inquiétudes quant à ses conséquences économiques et sociales sur le continent, alors que, plus que jamais, les États doivent dédier leurs ressources à des systèmes de santé souffrant d'une grande précarité ?

Le gel économique lié aux mesures de distanciation sociale a divisé par trois les prévisions de croissance, avec une accentuation de la précarité dans l'économie informelle. Rappelons qu'en Afrique Subsaharienne les 2/3 des habitants vivent avec moins de 3 dollars par jour et dépendent du travail journalier. La montée de la colère sociale associée aux injustices structurelles et à une certaine incompréhension de la société civile face aux mesures prises, comme au Nigeria, Burkina Faso, Gabon..., peut faire craindre que les instabilités politiques et menaces contre la paix deviennent des catalyseurs...

Pour autant, il ne faut pas sous-estimer la capacité de résilience du continent, qui, l'affirme Jean-Luc

Konan (PDG de Cofina), « est dans l'ADN du secteur informel africain ». Les initiatives d'entreprises, nationales, européennes et internationales, des ONG, et l'aide des économies développées ne sont-elles pas aussi l'occasion pour les pays africains de révéler encore davantage la capacité de mutation du continent ?

Cette tragédie ne peut-elle être un accélérateur de transition effective vers le numérique, qui non seulement joue un rôle majeur dans la lutte contre l'épidémie, mais offre des leviers de transformation à saisir ?

Les élites africaines ont l'opportunité de repenser le futur en construisant un environnement économique où les jeunes instruits peuvent trouver des emplois décents et bien rémunérés, à travers le développement des industries connectées et des formations appropriées. En ciblant la création d'emplois dans des domaines qui ont un potentiel de rendement à long terme tel que le secteur de la technologie et du numérique, et en faisant de l'innovation un moteur

de développement viable et durable, ils peuvent bâtir les conditions économiques et sociales propices à une prospérité future.

Les savoirs faire, les technologies et des solutions adaptées existent déjà. L'épidémie a confirmé le bouillonnement des volontés, des talents, des initiatives. Dans le contexte du Covid, ont ainsi émergé des plateformes collaboratives et participatives de localisation et cartographie extrêmement précises. La traçabilité offerte par la technologie Block Chain devient aussi un levier de renforcement de la transparence et de lutte contre la corruption dans certains pays à gouvernance perfectible. La digitalisation de l'administration, dont celle des autorités fiscales, ouvre de la même manière des perspectives de sortie de l'économie informelle. En améliorant le cadrage des transactions, elle permet un meilleur contrôle de la fiscalité, renforce la place et la marge de manœuvre de l'État.

Faire place à l'innovation dans toutes les industries c'est aussi permettre de transformer le travail et de

créer de la valeur ajoutée avec les savoir-faire locaux. La multiplication des initiatives telles que les Fab-lab, AfriCup, Made In Africa, le projet Afrique Innovation, ou encore la plateforme ouverte d'innovations TIC sur l'agriculture en Afrique lancée le mois dernier, sont autant de nouvelles manières d'impliquer les parties prenantes et de relever le défi du local content.

L'atteinte des objectifs de développement durable est aussi au centre des enjeux. Le moment est opportun pour accélérer l'industrialisation du continent, développer le marché de l'énergie verte et stimuler le commerce intra-africain. En changeant de priorités et de paradigme, l'Afrique peut se servir du cadre offert par les ODD pour faciliter la concrétisation de sa transition. Les investisseurs engagés auront à étudier cela.

La dynamisation de l'écosystème numérique et des nouvelles technologies est propice au développement des énergies renouvelables, véritable levier de dépendance énergétique et de développement économique

durable. L'appropriation des ODD, à tous les niveaux de la société, a le potentiel de contribuer à l'émergence d'écosystèmes locaux solides, sur la base de partenariats public-privé inclusifs. La signature de la déclaration conjointe de la CEEAC et de l'UNESCO le 4 mai va dans ce sens, renforçant les possibilités d'atteindre les cibles de l'Afrique pour l'ODD 4 à l'horizon 2030. Les investissements en faveur du climat deviennent ainsi un vecteur privilégié de sortie de crise.

Pour y parvenir, il s'agira notamment d'investir dans les technologies et infrastructures inclusives, durables et à impact, propices à l'autonomisation de l'économie africaine ; de développer une économie de résilience qui réduise les risques permanents de dépendance aux matières premières ; de faire avancer la dynamique de la mine responsable et inclusive, à impact social et environnemental positif, déjà engagée ; d'encourager et accompagner ces démarches de progrès à travers un soutien à tous les niveaux, tant financier que politique.

Souhaitons que cet électrochoc soit pour ce continent si résilient une opportunité d'accélération et de transformation vers un développement humain en ligne avec les ODD.



Récépissé N° 0574/26/07/18/HAAC

**Directeur de publication:**  
Tété B. MENSAH-BOBOE  
boboejoseph@gmail.com

### Comité de rédaction:

- Mensah-Boboé Tété  
- Codjo Kokou  
- Christine

### Service commercial:

(+228) 70 35 35 90 / 93 23 17 86

### Graphiste:

Eros DAGOUDI (Tél: 91099250)

### Imprimerie:

DIRECT PRINT  
Quartier Djidjolé

### Distribution:

DAMALI Kossi (Tél : 90 74 91 24)

### Tirage:

1000 exemplaires

### Contacts:

Tél: (+228) 70 35 35 90 / 93 23 17 86

E-mail: bravo\_yosef@yahoo.fr

## Des dizaines de milliers de masques en tissu fabriqués à Cacaveli et distribués gracieusement

Reportage

**Around de Vincenzia MEYER, une solidarité s'est mise en place pour lutter contre le coronavirus. Grâce à sa campagne « Initiatives des togolais engagés contre la Covid-19 », quelques milliers de masques sont fabriqués chaque jour et sont destinés à couvrir le besoin d'une partie de la population. Reportage.**



Atelier de fabrication de masques de protection contre la Covid-19 à Cacaveli

La grande salle dans l'enceinte du marché de Cacaveli à Lomé, où se font des réunions et des spectacles, est transformée en un impressionnant atelier de production de masques. Mardi 19 mai, comme chaque jour, une centaine de couturières, couturiers, et d'autres personnes mises à contribution, découpent les tissus, surfilent, repassent. L'idée d'ouvrir cet atelier est venue de Vincenzia Meyer. Au moment où la demande était pressante, cette Directrice de société, lance une grande mobilisation en vue de produire en grand nombre des masques en tissu et de les offrir gratuitement.

Assise discrètement parmi d'autres personnes qui, autour d'une table, gardent une distance d'un mètre, Madame Meyer est aussi occupée à travailler dans la salle. Sur sa table, sont déposées les masques déjà fabriqués dans la journée, en différentes couleurs de tissus, emballés un à un dans une pochette plastique, et empilés dans des tas.

« Nous avons commencé progressivement. Nous avons fabriqué des prototypes qui ont été examinés et validés par un médecin », raconte Madame Meyer. « Au départ, nous n'avions prévu faire que 15 jours. Mais cela fait 1 mois que nous sommes là » avoue-elle.

Des pagnes, « nous avons eu des sociétés, des personnes qui en ont offert aussi », témoigne Madame Meyer.

Raphael AYIKOM est celui qui réceptionne ces dons dans l'équipe. A 26 ans, ce comptable, timide mais visiblement très motivé, répond à l'appel des «

Initiatives des togolais engagés contre la Covid 19 », le mouvement lancé par Madame Meyer. « Lorsque les gens viennent faire les dons, je réceptionne, je fais une petite vidéo. J'enregistre dans le cahier et j'envoie à la coupure », explique-t-il. C'est l'une de ses activités puisque là, il y a beaucoup à faire. Et toutes les personnes sont très concentrées.

Les organisateurs font de leur mieux pour que ceux qui viennent travailler en ressortent satisfaits. Chaque participant est rémunéré. Le déjeuner leur est gracieusement offert sur place.

La production des masques s'accélère en quelques jours. Ce n'est pas moins de 80 000 masques qui sont sortis de cet atelier après un peu plus d'un 1 mois et distribués gratuitement dans la ville de Lomé et ses environs.

Ces masques-barrières qui possèdent un filtre, sont totalement sécurisants. Dahoui Falomé, la couturière en chef, a un rôle important à jouer. Dans la chaîne de fabrication, elle vérifie méticuleusement à deux reprises pour voir si les masques répondent aux normes. « C'est bien protégé. La personne qui la porte, peut la laver, la repasser puis la remettre », rassure-elle.

Mais à un moment donné, il faudra arrêter cette belle initiative. « Si l'Etat nous demande de ne pas fermer, nous continuerons », estime Madame Meyer. Pour le moment, les bruits des machines à coudre continuent de résonner au marché de cacaveli.

JMB



### PRÉCAUTIONS POUR ÉVITER LE CORONAVIRUS

#### MESSAGE DE TOGO TERMINAL FILIALE DU GROUPE BOLLORE

TOGO TERMINAL

LOMÉ



Se laver fréquemment les mains à l'eau et au savon ou avec une solution à base d'alcool.



Éviter de cracher et de se moucher sur le sol.



Se couvrir la bouche et le nez avec un masque médical, un mouchoir en papier ou le creux du bras lorsqu'on tousse ou éternue; puis jeter le masque ou mouchoir et se laver les mains.



Si l'on porte un masque facial, s'assurer de bien couvrir la bouche et le nez ; éviter de toucher le masque qui est en place, le jeter immédiatement après utilisation s'il est à usage unique, et se laver les mains aussitôt après.



Éviter tout contact étroit non protégé avec des personnes ayant la fièvre et la toux et consulter un médecin en cas de fièvre, toux et difficultés respiratoires.



En cas de maladie pendant le voyage, informer le conducteur ou l'équipage consulter un médecin sans tarder et partager ses antécédents de voyage.



Éviter tout contact direct non protégé avec des animaux sauvages ou d'élevage et des surfaces en contact avec des animaux.

### NUMÉROS VERTS

+228 22 22 20 73 / 91 67 42 42

# ANNONCE



**Ecobank**  
The Pan African Bank

*fondation*  
**DR. LOUIS G.  
LAMOTHE**  
Le Réseau des Services de Transformation Sociale



WEBINAIRES



## FINANCE INCLUSIVE & COVID-19

ATELIER VIRTUEL DE PRÉPARATION DES ACTEURS À LA RÉSILIENCE

**26, 27 ET 28 MAI**  
14H00 À 16H00 GMT

contact@teamrm.org

Tel : +22897319090

#CovidFinanceInclusive #TeamRM

www.teamrm.org

@ThinkThankTeamrm/@MadougouReckya



**Ecobank**  
The Pan African Bank

*fondation*  
**DR. LOUIS G.  
LAMOTHE**  
Le Réseau des Services de Transformation Sociale



WEBINAIRES

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SEM CYRIL M. RAMOPHOSA,  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE, PRÉSIDENT EN EXERCICE DE L'UNION AFRICAINE

## FINANCE INCLUSIVE & COVID-19

### ATELIER VIRTUEL DE PRÉPARATION DES ACTEURS À LA RÉSILIENCE

COMMENT SOUTENIR LES MICRO, TPE ET PME DANS UN MONDE INCERTAIN?

**26, 27 ET 28 MAI** 14H00 À 16H00 GMT

www.teamrm.org

#CovidFinanceInclusive #TeamRM

@ThinkThankTeamrm/@MadougouReckya

# ANNONCE

**RMC** | Risk Management  
Certification



PROCESSUS D'OCTROI DE

# CREDIT

AU SEIN D'UNE INSTITUTION

# FINANCIERE

AVEC

Khalid YACOUBOU - BOUKARI  
Senior Risk Manager

*"Le « Risk Management » aujourd'hui est une discipline, une science, consistant à identifier, mesurer et traiter tous les risques susceptibles de causer des dommages à des personnes ou de nuire aux biens d'une entité, à son environnement et à ses activités."*